

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

*Sous-Direction C
Bureau C 2*

*Sous-Direction M
Bureau M 3*

INSTRUCTION N° 92-128-A6

du 13 octobre 1992

NOR : BUD R 92 00128 J

(Texte publié au Bulletin officiel de la Comptabilité publique)

Ce document a été modifié par les documents suivants :

| | |
|----------|----------|
| n° | du |
| n° | du |
| n° | du |
| n° | du |
| n° | du |
| n° | du |
| n° | du |

Ce document a été abrogé par le document :

| | |
|----------|----------|
| n° | du |
|----------|----------|

AMENDES ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES

ANALYSE

*Organisation des poursuites
Simplification de service*

DOCUMENTS A ANNOTER

Instruction A6
sur le service des amendes
et condamnations pécuniaires

Instruction n° 86-58-A6 du 30 avril 1986

Diffusion
GT

66

2 589803 P

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

| | | | | | | | | | |
|-----|-----|-----|----|---|--|--|--|--|--|
| RGP | TPG | DOM | RF | T | | | | | |
|-----|-----|-----|----|---|--|--|--|--|--|

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables du Trésor, les mesures de rationalisation décidées en matière de recouvrement des amendes et condamnations.

Elles concernent :

- les modalités de notification des commandements édités par les départements informatiques;
- le recours à la procédure de la contrainte par corps.

I. Les modalités de notification des commandements édités par les départements informatiques.

La procédure de notification propre aux amendes est harmonisée avec celle utilisée pour les autres produits recouverts par les comptables du Trésor.

Cette procédure ne concerne que les poursuites sur les biens, à l'exclusion des poursuites sur les personnes (cf. infra procédure de la contrainte par corps).

a. la sélection des redevables poursuivis.

Le commandement est automatiquement édité pour tous les redevables dont l'adresse est connue et certaine (exclusion des redevables sans adresse connue ou partis sans adresse). Aucun seuil ne peut plus être instauré pour empêcher l'édition d'un commandement.

Cependant deux hypothèses empêchent l'émission d'un tel acte de poursuites :

- le respect d'un échéancier accordé au redevable,
- la suspension du recouvrement demandée par les services de la Justice.

b. la suppression de l'avis de réception.

Jusqu'à présent, les comptables du Trésor devaient suivre le retour des avis de réception et les rattacher aux originaux des commandements, afin de déterminer ceux d'entre eux qui n'avaient pas été notifiés.

Or, au plan juridique, les règles propres à la notification par la voie postale, confirmée par une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, permettent de considérer comme notifié tout acte que le destinataire a été mis en mesure de recevoir.

De plus, les règles de notification définies par le code de procédure civile n'imposent pas de recours à la lettre recommandée avec avis de réception.

Dès lors, il a paru possible d'éviter le suivi des notifications au moyen des avis de réception, en considérant que n'ont pas été notifiés les seuls commandements non distribués, renvoyés par La Poste au comptable au motif que le redevable n'habite pas à l'adresse indiquée.

La notification par lettre recommandée simple s'applique obligatoirement aux commandements édités informatiquement (procédure d'envoi direct) et à titre facultatif, concurremment avec les autres formes de notification, aux commandements manuels.

Il est possible en effet de recourir, lorsque la situation l'exige (nécessité d'obtenir immédiatement la preuve de la notification,...) aux services d'un agent notificateur de commandement ou d'un huissier de justice ou d'un préposé de La Poste.

*

Jusqu'au 1er janvier 1993, les commandements continueront d'être édités avec avis de réception mais le retour de ces avis de réception ne devra plus être suivi par les comptables : le rattachement aux originaux des commandements devient inutile à la détermination de la notification.

c. l'allègement des modalités de prise en charge et de taxation des frais de commandement.

Dans l'hypothèse d'envoi direct par le département informatique :

- tout commandement est taxé dès l'émission.

Un état des redevables retardataires poursuivis par voie de commandement est envoyé au comptable par le département informatique.

Un état récapitulatif des frais est, en outre, transmis au trésorier-payeur général du département par le département informatique. C'est à partir de cet état que s'effectuent la prise en charge des frais et leur taxation.

Le comptable vérifie que le total de l'état des redevables retardataires est bien égal à la ligne des frais de commandements portée sur le bordereau de prise en charge adressé par le comptable centralisateur.

- le comptable doit traiter les commandements non notifiés au motif que le redevable n'habite pas à l'adresse indiquée.

Si le commandement est renvoyé dans le poste comptable avec l'indication d'une nouvelle adresse, un second commandement peut alors être confectionné selon deux procédures :

* manuelle : les frais dans ce cas ne sont pas annulés. Il convient alors de procéder, pour la même créance, à la confection manuelle du deuxième commandement comportant une nouvelle date d'envoi et d'annoter le compte en conséquence.

Cette procédure ne peut être appliquée en cas de modification de la créance.

* informatique : il convient d'annuler le commandement et les frais y afférents. Après prise en compte du changement d'adresse, un nouveau commandement est alors édité lors du prochain traitement des poursuites.

Si le commandement est renvoyé dans le poste comptable sans indication d'une nouvelle adresse, les frais de commandement sont annulés et le compte est annoté du fait que le redevable n'habite pas à l'adresse indiquée.

★

Lorsque les commandements ne sont pas envoyés directement par le département informatique, la prise en charge et la taxation sont effectuées dans les conditions habituelles.

d. la notification du commandement édité.

Le commandement est considéré comme notifié à domicile dès l'émission, vingt jours à compter de sa remise à La Poste.

★

Désormais, le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires se caractérise par l'enchaînement automatique de deux poursuites contre les seuls redevables dont l'adresse est connue et certaine (exclusion des redevables sans adresse connue ou partis sans adresse). Après le commandement, seul l'état de poursuites par voie de saisie (ou éventuellement l'état de poursuites extérieures) pourra être édité.

II . Le recours à la procédure de la contrainte par corps.

Dans le cadre de la poursuite sur les personnes, la réquisition d'incarcération n'est plus éditée automatiquement par le département informatique.

Par suite, elle ne peut être demandée par le comptable que si trois conditions sont réunies : épuisement des poursuites sur les biens, signification préalable d'un commandement à personne par huissier (article 754 du code de procédure pénale) et domicile du redevable parfaitement localisé. Ce nouveau commandement est établi manuellement. De nouveaux frais de commandement sont liquidés au taux de 3% et pris en charge dans l'application informatique à l'initiative du comptable.

★

Ce nouveau dispositif est d'application immédiate.

Une prochaine instruction précisera les modalités de recherches des adresses inconnues ainsi que les conditions d'apurement des créances irrécouvrables.

Les difficultés éventuelles de la présente instruction doivent être signalées à la direction sous les présents timbres.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE
POUR LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE
LE SOUS-DIRECTEUR
CHARGE DE LA SOUS-DIRECTION C

J. PERREAULT